



La route de Damas: Comment la guerre de Syrie a été gagnée

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 20 octobre 2019

[Consortiumnews](#) 18 octobre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Ce qui se passe en Syrie, à la suite d'un autre accord conclu sous l'égide de la Russie, est un énorme changement géopolitique. J'ai essayé de [le résumer](#) en un seul paragraphe de cette façon :

« C'est une quadruple victoire. Les États-Unis effectuent un retrait pour sauver la face, que Trump peut vendre en évitant un conflit avec la Turquie, alliée de l'OTAN. La Turquie a la garantie - par les Russes - que l'armée syrienne contrôlera la frontière turco-syrienne. La Russie empêche l'escalade de la guerre et maintient en vie le processus de paix russo-irano-turc. Et la Syrie finira par reprendre le contrôle de tout le nord-est ».

La Syrie est peut-être la plus grande défaite de la CIA depuis le Vietnam.

Pourtant, cela commence à peine à raconter toute l'histoire.

Permettez-moi d'esquisser brièvement, à grands traits historiques, comment nous en sommes arrivés là.

Cela a commencé par une intuition que j'ai ressentie le mois dernier à la frontière du Liban, de la Syrie et de la Palestine occupée, suivie d'une série de conversations à Beyrouth avec des analystes libanais, syriens, iraniens, russes, français et italiens de première classe ; le tout reposant sur mes voyages en Syrie depuis les années 1990 ; avec un mélange de bibliographie française sélectionnée qui y a été ajoutée, disponible chez Antoine's à Beyrouth.

Les Vilayets

Commençons au XIXe siècle lorsque la Syrie se composait de six vilayets - provinces ottomanes - sans compter le Mont Liban, qui avait un statut spécial depuis 1861 au profit des chrétiens maronites et Jérusalem, qui était un sanjak (division administrative) d'Istanbul.

Les vilayets ne définissaient pas l'identité syrienne extrêmement complexe : par exemple, les Arméniens étaient majoritaires dans le vilayet de Maras, les Kurdes de Diyarbakir - qui font maintenant partie de la Turquie en Anatolie du Sud - et les vilayets d'Alep et Damas étaient tous deux sunnites arabes.

La Syrie ottomane du XIXe siècle était l'exemple même du cosmopolitisme. Il n'y avait pas de frontières ou de murs intérieurs. Tout était interdépendant.



Groupes ethniques dans les Balkans et en Asie Mineure, début du XXe siècle, Atlas historique, 1911

Puis les Européens, profitant de la Première Guerre mondiale, sont intervenus. La France a obtenu le littoral syro-libanais, puis les vilayets de Maras et de Mossoul (aujourd'hui en Irak). La Palestine a été séparée de Cham (le « Levant »), pour être internationalisée. Le vilayet de Damas a été coupé en deux : La France a eu le nord, les Britanniques le sud. La séparation entre la Syrie et les terres libanaises majoritairement chrétiennes a eu lieu plus tard.

Il y a toujours eu la question complexe de la frontière entre la Syrie et l'Irak. Depuis l'Antiquité, l'Euphrate a servi de barrière, par exemple entre les Cham des Omeyyades et leurs féroces concurrents de l'autre côté du fleuve, les Abbassides de Mésopotamie.

James Barr, dans son splendide « *Une ligne dans le sable* », note à juste titre que l'accord Sykes-Picot a imposé au Moyen-Orient la conception européenne du territoire : leur « ligne dans le sable » a codifié une séparation délimitée entre États-nations. Le problème est qu'il n'y avait pas d'États-nations dans la région au début du XXe siècle.

La naissance de la Syrie telle que nous la connaissons était un travail en cours, impliquant les Européens, la dynastie hachémite, les nationalistes syriens investis dans la construction d'une Grande Syrie incluant le Liban, et les Maronites du Mont Liban. Un facteur important est que peu de gens dans la région ont déploré la perte de leur dépendance à l'égard de la Médina Hachémite, et à l'exception des Turcs, la perte du vilayet de Mossoul dans ce qui est devenu l'Irak après la Première Guerre mondiale.

En 1925, les sunnites devinrent de facto le pouvoir de premier plan en Syrie, sous le nom d'Alep et de Damas unifiés par les Français. Dans les années 1920, la France a également établi les frontières de la Syrie orientale. Et le [Traité de Lausanne](#), en 1923, obligea les

Turcs à céder toutes leurs possessions ottomanes, mais ne les écarta pas du jeu.

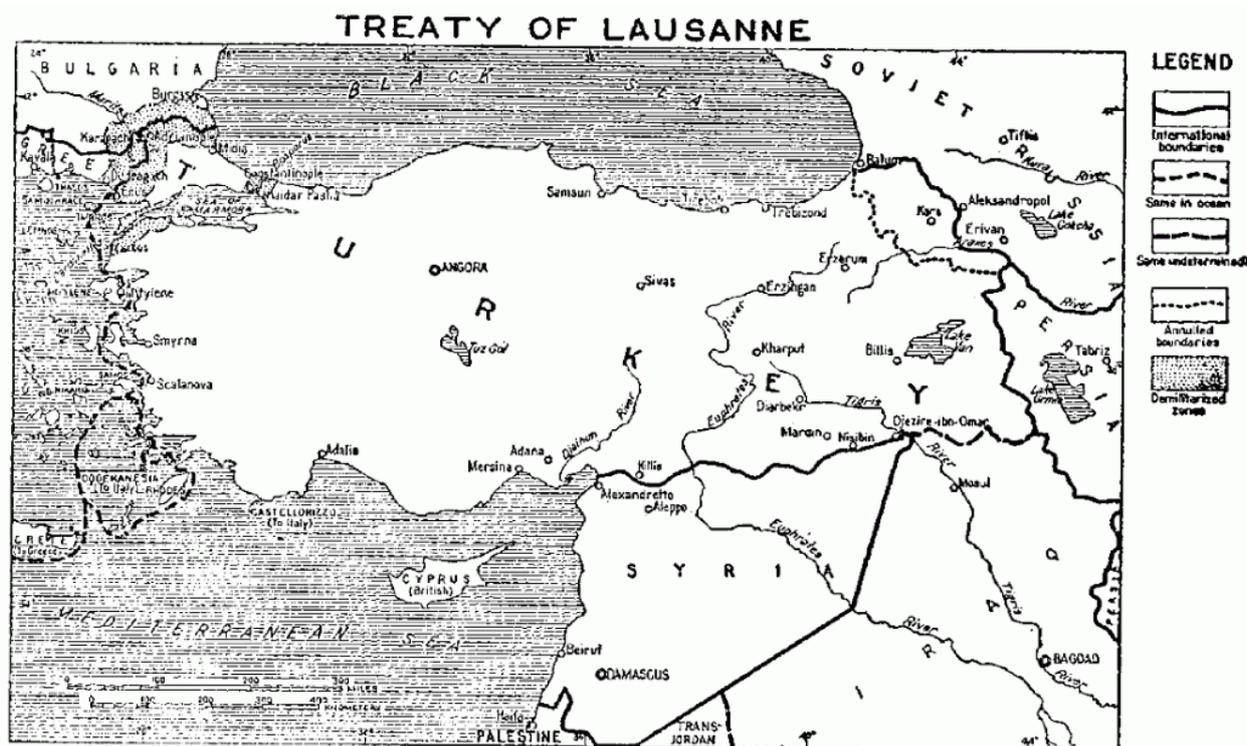


FIGURE 14 TURKEY IN 1923

Compiled by
Col. Lawrence Martin

Frontières turques selon le Traité de Lausanne, 1923

Les Turcs ont rapidement commencé à empiéter sur le mandat français et à bloquer le rêve de l'autonomie kurde. La France finit par céder : la frontière turco-syrienne s'alignerait sur le tracé du légendaire Bagdadbahn, le chemin de fer Berlin-Baghdad.

Dans les années 1930, la France cèda encore plus : le sanjak d'Alexandretta (aujourd'hui Iskenderun, dans la province de Hatay, Turquie), est finalement annexé par la Turquie en 1939 alors que seulement 40% de la population est turque.

L'annexion a conduit à l'exil de dizaines de milliers d'Arméniens. Ce fut un coup dur pour les nationalistes syriens. Et ce fut un désastre pour Alep, qui perdit son corridor vers la Méditerranée orientale.



Les forces turques sont entrées à Alexandretta le 5 juillet 1938

Dans les steppes orientales, la Syrie n'était composée que de tribus bédouines. Au nord, il s'agissait de l'affrontement turco-kurde. Et au sud, la frontière était un mirage dans le désert, dessiné seulement avec l'avènement de la Transjordanie. Seul le front occidental, avec le Liban, a été établi et consolidé après la Seconde Guerre mondiale.

Cette Syrie émergente, issue de conflits entre les intérêts turcs, français, britanniques et une myriade d'intérêts locaux, ne pouvait évidemment plaire à aucune communauté, et ne plaisait à aucune d'entre elles. Pourtant, le cœur de la nation a configuré ce qui a été décrit comme une « Syrie utile ». Pas moins de 60% de la nation était - et demeure - pratiquement vide. Pourtant, d'un point de vue géopolitique, cela se traduit par une « profondeur stratégique » - le cœur de la question dans la guerre actuelle.

De Hafez à Bachar

A partir de 1963, le parti Baas, laïc et nationaliste, s'est emparé de la Syrie, consolidant finalement son pouvoir en 1970 avec Hafez al-Assad qui, au lieu de s'en remettre à sa minorité alaouite, a construit une énorme machine étatique hyper-centralisée mélangée à un État policier. Les acteurs clés qui ont refusé de jouer le jeu ont été les Frères Musulmans, jusqu'au massacre lors de la répression brutale de Hama en 1982.

La laïcité et un État policier : c'est ainsi que la fragile mosaïque syrienne a été préservée. Mais déjà dans les années 1970, des fractures majeures ont émergé : entre les grandes villes et une périphérie très pauvre ; entre l'ouest « utile » et l'est bédouin ; entre Arabes et Kurdes. Mais les élites urbaines n'ont jamais répudié la volonté de fer de Damas : le copinage, après tout, était très rentable.

Damas s'est fortement immiscée dans la guerre civile libanaise dès 1976 à l'invitation de la

Ligue Arabe en tant que « force de maintien de la paix ». Dans la logique de Hafez al-Assad, souligner l'identité arabe du Liban est essentiel pour récupérer la Grande Syrie. Mais le contrôle syrien sur le Liban a commencé à s'effriter en 2005, après l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, tout près de l'Arabie Saoudite, l'Armée Arabe Syrienne (SAA) a finalement quitté le pays.

Bachar al-Assad a pris le pouvoir en 2000. Contrairement à son père, il a parié sur les Alaouites pour faire fonctionner la machine d'État, empêchant la possibilité d'un coup d'État mais s'éloignant complètement des Syriens pauvres de la rue.

Ce que l'Occident a défini comme le Printemps Arabe, a commencé en Syrie en mars 2011 ; c'était une révolte contre les Alaouites autant qu'une révolte contre Damas. Totalement instrumentalisée par les intérêts étrangers, la révolte a éclaté dans des périphéries sunnites extrêmement pauvres et déprimées : Deraa dans le sud, l'est déserté, et les banlieues de Damas et Alep.



Protestation à Damas, 24 avril 2011. (syriana2011/Flickr)

Ce qui n'était pas compris en Occident, c'est que ce « banquet des mendiants » n'était pas contre la nation syrienne, mais contre un « régime ». Jabhat al-Nusra, dans un exercice de relations publiques, a même rompu son lien officiel avec Al-Qaïda et a changé sa dénomination pour Fatah al-Cham, puis Hayat Tahrir al-Cham (« Organisation pour la libération du Levant »). Seul l'État Islamique/Daesh a dit qu'ils se battaient pour la fin [des accords Sykes-Picot](#).

En 2014, le champ de bataille en perpétuel mouvement était plus ou moins établi : Damas contre Jabhat al-Nusra et l'EI/Daesh, avec un rôle hésitant pour les Kurdes du nord-est, obsédés par la préservation des cantons d'Afrin, Kobane et Qamichli.

Mais le point clé est que chaque katiba (« groupe de combat »), chaque quartier, chaque village, et en fait, chaque combattant était en permanence dans et hors des allégeances. Cela a produit une nébuleuse vertigineuse de djihadistes, de criminels, de mercenaires, certains liés à Al-Qaïda, d'autres à Daesh, d'autres formés par les Étatsuniens, certains ne

faisant qu'un profit rapide.

Par exemple, les Salafis - richement financés par l'Arabie Saoudite et le Koweït - en particulier Jaish al-Islam, ont même conclu des alliances avec le Parti de l'Union Démocratique Kurde (PYD) en Syrie et les djihadistes de Hayat Tahrir al-Cham (le groupe Al-Qaida remixé, fort de 30 000 personnes en Syrie). Pendant ce temps, les Kurdes du PYD (émanation du PKK des Kurdes turcs, que Ankara considère comme « terroristes ») ont profité de ce désordre impie - plus une ambiguïté délibérée de Damas - pour essayer de créer leur Rojava autonome.



Une manifestation dans la ville d'Afrin pour soutenir les YPG contre l'invasion turque d'Afrin, 19 janvier 2018. (Voix de l'Amérique kurde, Wikimedia Commons)

Cette profondeur stratégique turque

La Turquie était entièrement impliquée. Boostée par la politique néo-ottomane de l'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu, la logique était de reconquérir des parties de l'empire ottoman et de se débarrasser d'Assad parce qu'il avait aidé les rebelles kurdes du PKK en Turquie.

« *Strategik Derinlik* » de Davutoglu (Profondeur Stratégique), publié en 2001, avait connu un succès retentissant en Turquie, revendiquant la gloire de huit siècles d'un empire tentaculaire, contre 911 kilomètres de frontières fixées par les Français et les Kémalistes. Bilad al Cham, la province ottomane rassemblant le Liban, la Palestine historique, la Jordanie et la Syrie, est restée un puissant aimant dans l'inconscient syrien et turc.

Il n'est pas étonnant que Recep Erdogan de Turquie ait été excité : en 2012, il s'est même vanté d'être prêt à prier dans la mosquée omeyyade de Damas, après le changement de régime, bien sûr. Depuis 2014, il vise une zone de sécurité à l'intérieur de la frontière syrienne - en fait une enclave turque. Pour l'obtenir, il a utilisé un grand nombre de joueurs malsains - des milices proches des Frères Musulmans aux gangs turkmènes les plus durs.

Avec la création de l'Armée Syrienne Libre, pour la première fois, la Turquie a autorisé des

groupes armés étrangers à opérer sur son propre territoire. Un camp d'entraînement a été mis en place en 2011 au sandjak d'Alexandrette. Le Conseil National Syrien a également été créé à Istanbul - un groupe de non-entités de la diaspora qui n'avaient pas été en Syrie depuis des décennies.

Ankara a permis la construction d'une autoroute du Djihad de facto - avec des personnes d'Asie Centrale, du Caucase, du Maghreb, du Pakistan, du Xinjiang, tous les points au nord de l'Europe étant passés en fraude à volonté. En 2015, Ankara, Riyad et Doha ont mis sur pied la redoutée Jaish al-Fath (« Armée de la conquête »), qui comprenait Jabhat al-Nusra (Al-Qaida).

En même temps, Ankara entretenait une relation extrêmement ambiguë avec l'EI/Daesh, achetant son pétrole de contrebande, traitant les djihadistes dans les hôpitaux turcs et ne prêtant aucune attention aux renseignements du djihad recueillis et développés sur le territoire turc. Pendant au moins cinq ans, le MIT - les services de renseignement turcs - a fourni des informations politiques et logistiques à l'opposition syrienne tout en armant un grand nombre de Salafis. Après tout, Ankara croyait que l'EI/Daesh n'existait que grâce au « mal » déployé par le régime Assad.

Le facteur russe



Le Président russe Vladimir Poutine rencontre le Président de la Turquie Recep Erdogan, le Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en arrière-plan, Ankara, 1er décembre 2014 Ankara. (Kremlin)

Le premier grand bouleversement du jeu a été l'entrée spectaculaire de la Russie à l'été 2015. Vladimir Poutine [avait demandé](#) aux États-Unis de se joindre à la lutte contre l'État islamique comme l'Union Soviétique s'était alliée contre Hitler, niant l'idée étasunienne que c'était la tentative de la Russie pour rétablir sa gloire impériale. Mais le plan étasunien, sous la direction de Barack Obama, était plutôt déterminé : parier sur des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), un mélange de Kurdes et d'Arabes sunnites, soutenus par la puissance

aérienne et les forces spéciales US, au nord de l'Euphrate, pour détruire l'EI/Daesh jusqu'à Raqqa et Deir ez-Zor.

Raqqa, bombardée par le Pentagone, a peut-être été prise par les FDS, mais Deir ez-Zor a été prise par l'Armée Arabe Syrienne de Damas. L'objectif ultime des Étatsuniens était de maintenir constamment le nord de l'Euphrate sous la domination US, par le biais de leurs mandataires, les FDS et le PYD/YPG kurde. Ce rêve étasunien est maintenant terminé, déploré tant par les démocrates impériaux que par les républicains.

La CIA en aura après Trump pour très longtemps.

Rêve kurde terminé

Il y a eu un malentendu culturel. Autant les Kurdes syriens croyaient que la protection étasunienne équivalait à l'approbation de leurs rêves d'indépendance, autant les Étatsuniens n'ont jamais semblé comprendre que dans tout le « Grand Moyen-Orient », on ne peut acheter une tribu. Au mieux, vous pouvez les louer. Et ils vous utilisent selon leurs intérêts. Je l'ai vu de l'Afghanistan à la province irakienne d'Anbar.

Le rêve kurde d'un territoire contigu et autonome de Qamichli à Manbij est terminé. Les Arabes sunnites vivant dans ce périmètre résisteront à toute tentative kurde de domination.

Le PYD syrien a été fondé en 2005 par des militants du PKK. En 2011, les Syriens du PKK sont venus de Qandil - la base du PKK dans le nord de l'Irak - pour créer la milice du YPG pour le PYD. Dans les zones à prédominance arabe, les Kurdes syriens sont chargés de gouverner parce que pour eux les Arabes sont considérés comme une bande de barbares, incapables de construire leur société « démocratique, socialiste, écologique et multicommunautaire ».



Guérilla kurde du PKK à Kirkouk, Irak. (Kurdishstruggle via Flickr)

On peut imaginer à quel point les chefs tribaux sunnites arabes conservateurs les détestent. Il n'y a aucune chance que ces chefs tribaux soutiennent jamais les Kurdes contre l'Armée Arabe Syrienne (AAS) ou l'Armée Turque ; après tout, ces chefs tribaux arabes ont passé beaucoup de temps à Damas à chercher le soutien de Bachar al-Assad. Et maintenant, les Kurdes eux-mêmes ont accepté ce soutien face à l'incursion des Turcs, autorisée par Trump.

A l'est de Deir ez-Zor, les PYD/YPG ont déjà dû dire au revoir à la région qui est responsable de 50% de la production pétrolière de la Syrie. Damas et l'AAS ont maintenant l'avantage. Il reste aux PYD/YPG à se résigner à la protection de Damas et de la Russie contre la Turquie, et à la possibilité d'exercer leur souveraineté sur des territoires exclusivement kurdes.

Ignorance de l'Occident

L'Occident, avec une arrogance typiquement orientaliste, n'a jamais compris que les Alaouites, les Chrétiens, les Ismaéliens et les Druzes de Syrie privilégieraient toujours Damas pour leur protection par rapport à une « opposition » monopolisée par les islamistes purs et durs, sinon djihadistes. L'Occident n'a pas compris pas non plus que le gouvernement de Damas, pour sa survie, pouvait toujours compter sur les redoutables réseaux du parti Baas et les redoutables mukhabarat - les services de renseignements.

Reconstruire la Syrie

La reconstruction de la Syrie pourrait coûter jusqu'à 200 milliards de dollars. Damas a déjà dit très clairement que les États-Unis et l'UE ne sont pas les bienvenus. La Chine sera à l'avant-garde, avec la Russie et l'Iran ; ce sera un projet qui suivra strictement le plan d'intégration de l'Eurasie - les Chinois visant à relancer le positionnement stratégique de la Syrie sur l'Ancienne Route de la Soie.

Quant à Erdogan, un peu moins néo-ottoman que dans un passé récent, il semble avoir enfin compris que Bachar al-Assad « ne partira pas », et qu'il doit vivre avec cela. Ankara est appelée à rester impliquée avec Téhéran et Moscou, dans la recherche d'une solution constitutionnelle globale pour la tragédie syrienne à travers l'ancien « processus d'Astana », développé récemment à Ankara.

La guerre n'a peut-être pas été totalement gagnée, bien sûr. Mais contre toute attente, il est clair qu'une nation syrienne unifiée et souveraine est vouée à l'emporter sur tous les cocktails molotov géopolitiques concoctés dans les sinistres laboratoires du Conseil de Coopération du Golfe/OTAN. L'histoire nous dira un jour que, à titre d'exemple pour l'ensemble des pays du Sud, cette opération demeurera le meilleur changement de donne.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[The Road to Damascus: How the Syria War Was Won](#)

[Consortiumnews](#) 18 octobre 2019

Traduction par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Consortiumnews](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Consortiumnews](#), 2019

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca